

Le Nouvel Obs se fait le relais d'un appel cosigné par Hervé Féron dans lequel 36 Députés demandent la fin de l'inaction à Alep et qu'un processus humanitaire de largage des aides (médicaments, nourritures et autres besoins de première nécessité) soit enclenché par la France.

Cliquez sur ce [LIEN](#) pour accéder à l'article sur le Nouvel Obs et retrouvez le texte de l'appel ci-dessous :

"M. le Président de la République,

M. le Ministre des Affaires étrangères,

Un million de Syriens, y compris 275 000 civils à Alep, sont piégées dans leur ville assiégée, en étau entre les bombes et la famine. La diplomatie a indubitablement échoué à arrêter et ne serait-ce même à enrayer les souffrances de ces familles. Notre pays a l'obligation morale de s'assurer qu'au minimum ces familles ne meurent pas de faim à l'approche de l'hiver, en enclenchant des opérations humanitaires, y compris des largages aériens, facilement réalisables.

Alep est à l'épicentre de la crise. Les régimes de Vladimir Poutine et Bachar El Assad avancent pour "exterminer" toutes celles et ceux qui n'ont pas déjà été tués lors de leurs précédentes campagnes de bombardements indiscriminés.

Ces dix derniers jours, tous les hôpitaux, y compris le dernier hôpital pour enfants, ont mis hors service par ces bombes. Des centres appartenant aux volontaires héroïques des Casques Blancs ont également été détruits. La dernière opération d'aide date d'il y a 3 mois et les agents médicaux estiment qu'il nous reste moins de 10 jours avant que la population ne se trouve à court de nourriture.

Avec notre armée de l'air déjà opérationnelle dans le ciel syrien, nous vous appelons à autoriser de toute urgence les largages aériens de l'aide aux populations civiles assiégées. Il n'est tout simplement pas acceptable qu'au cours de la plus grande opération de secours de l'ONU de l'histoire, et devant les caméras du monde entier, des centaines de milliers d'enfants soient confrontés à la mort la plus lente et cruelle, parce que nous ne pouvons pas les atteindre avec de la nourriture et du matériel médical.

Les largages aériens d'aide ne sont certes qu'un dernier recours, mais qui peut aujourd'hui prétendre que nous n'avons pas atteint cette extrémité ? Le gouvernement syrien refuse toutes les demandes d'accès aux agences onusiennes tout en gazant sa population civile.

Notre pays a des partenaires fiables sur le terrain à Alep et dans d'autres villes assiégées, comme les Casques Blancs, qui se tiennent prêts à coordonner la distribution des largages aériens, si seulement nous avons le courage de les engager.

L'actualité de l'Assemblée

A l'Assemblée Nationale
vendredi 9 décembre 2016 14:24

Le temps des excuses est fini."
